

# **Contre Attaque Plus de LBD À SAINT-DENIS DÉCRYPTAGE DE LA DERNIÈRE PANIQUE MORALE DE LA DROITE**

**– Fascisation : en 2012, le PS voulait désarmer la police municipale et leur retirer leur uniforme. En 2026, le retrait des LBD par un maire Insoumis est présenté comme une mesure extraordinaire –**

**Bally Bagayoko a commis une série de fautes impardonnables aux yeux des médias** : il a été élu maire de Saint-Denis avec un score écrasant, il est noir, et il est de gauche. Autre crime, il a piqué la mairie à une crapule socialiste. Pour toutes ces raisons, il met en colère les gardiens de la pensée unique et subit des campagnes racistes, diffamatoires et des attaques en meute depuis deux semaines.

Depuis son élection, les médias lui ont attribué des propos inventés sur la «ville des noirs», ont affirmé qu'il avait été élu par des «narcotrafiquants» et qu'il connaîtrait soi-disant un truand, qu'il veut organiser une «purge», ou encore que toute la police municipale aurait démissionné. Tout est faux : cela s'appelle une campagne de déstabilisation factieuse. Mais examinons la dernière panique morale contre Bally Bagayoko : conformément à sa promesse de campagne, il retire les LBD aux policiers municipaux. Ce qui provoque une nouvelle vague d'attaques contre lui.

Une mesure de bon sens

La ville de Saint-Denis était dirigée depuis 2020 par un socialiste, Mathieu Hanotin, ancien directeur de campagne de Benoit Hamon. Celui-ci a doublé les effectifs de la police et équipé ses fonctionnaires de pistolets automatiques 9mm, mais aussi de chiens d'attaque. Dans une ville confrontée à de grandes difficultés sociales, il a augmenté le budget de la sécurité de près de trois millions d'euros, et il a financé un commissariat à 18 millions d'euros, tout en fermant des antennes jeunesse. Bref, l'ancien maire PS a appliqué une politique que n'aurait pas reniée le RN. À Saint-Denis, depuis 6 ans, les violences policières ont

explosé. Le média Street Press évoque par exemple l'affaire de Kadi Sanogo, une cuisinière qui vendait de la nourriture dans la rue, agressée par des policiers municipaux qui ont donné «des coups de pied» dans son stand, ont volontairement renversé de la sauce sur elle avant de la frapper et de la mettre à terre. Ils ont ensuite gazé la fille, enceinte, de cette cuisinière. Et Street Press a repéré que des agents affichaient des symboles d'extrême droite. Le nouveau maire Insoumis tente donc de revenir – très timidement – sur cette débauche répressive. Il veut leur retirer les LBD, ce qui est le minimum quand on voit l'arsenal qui leur avait été offert. Cela n'a rien de révolutionnaire ni de radical, c'est un début de retour à la normale, c'est-à-dire à la situation d'avant 2020. Pourtant, tous les médias parlent d'un «malaise dans la police de Saint-Denis», et inventent même une «vague de démission» au sein des 140 agents. En réalité, les policiers eux-mêmes parlent d'une trentaine de «démarches», et un seul «transfert» de poste a été validé. Pour une «vague», on a vu pire.

Mais l'angle choisi par ces médias est en lui-même scandaleux. Ils pourraient en dire bien d'autres choses : pourquoi des policiers veulent démissionner à cause du retrait d'une arme mutilante ? Qu'est-ce que cela dit des violences policières ? Du rapport de ces individus aux armes ? De la toute puissance d'agents qui s'opposent à un élu et aux décisions votées par la population ?

Une campagne trumpiste qui nie le réel

Les chiffres sont clairs : sur 33.000 interventions en 2025, les policiers municipaux de Saint-Denis n'ont pas eu à utiliser leurs armes dans 99,3% des cas. Et dans les armes comptabilisées, il y a tout : les LBD, mais aussi les gazeuses, les pistolets électriques et les pistolets à balles réelles. Autant dire que l'usage des LBD est quasiment inexistant dans l'action de la police municipale, et qu'elle peut très bien s'en passer. C'est d'ailleurs ce qu'elle a toujours fait avant le maire PS.

Mais on peut aller plus loin : concernant les armes à feu, la police lourdement armée aux USA tue beaucoup plus que la

police anglaise qui n'a pas d'arme. Elle n'est pas plus efficace pour autant. Par exemple, la délinquance était moins élevée en France avant que les polices municipales ne soient armées. Aucune étude en France n'a montré le bénéfice d'équiper la police municipale d'armes à feu. En revanche, Bally Bagayoko insiste sur les blessures gravissimes causées par l'usage des LBD, surtout par la police nationale. On parle de dizaines de personnes éborgnées et de milliers de blessures plus ou moins graves, mais aussi d'au moins trois décès suite à des tirs au niveau du cœur.

Désarmer la Police municipale puis la supprimer devrait être le strict minimum à gauche

Les médias et la classe politique ont la mémoire courte. Il y a une dizaine d'années seulement, seuls les maires d'extrême-droite proposaient d'armer les polices municipales. Et ça scandalisait quasiment tous les autres partis.

En 2008, le gouvernement Fillon, sous Sarkozy, promulgue un décret autorisant la police municipale à être dotée de Taser. À l'époque, cette décision fait scandale à gauche. En 2015, la mairie d'extrême droite de Béziers décide d'armer sa police municipale et l'annonce avec des affiches dans sa ville montrant un pistolet. Cela avait suscité un tollé dans les médias à l'époque. Et devinez la réaction du PS ? Le député socialiste de l'Hérault dénonçait un choix «inadmissible et irresponsable», celui du Nord disait que «Le maire se prend pour un shérif et sème la terreur dans la ville. Lamentable pour un élu de la République». Même Bernard Cazeneuve, l'aile droite du PS à l'époque, dénonçait «la tonalité délibérément provocatrice de la campagne». On rappelle qu'en 2016, moins de la moitié des policiers municipaux étaient armés, et c'était toujours dans des villes de droite. En clair : le PS, c'est l'extrême droite avec 10 ans de retard. Encore plus rigolo : pendant la campagne présidentielle de 2012, «le secrétaire national du PS chargé de la sécurité, Jean-Jacques Urvoas, n'a pas hésité à déclarer qu'il fallait retirer aux municipaux leur armement, voire l'uniforme bleu qu'ils portent pour éviter toute confusion avec les policiers

nationaux» écrivait le Figaro. Et pourtant, Urvoas appartenait aussi à l'aile droite du parti !

En somme, le délire médiatique contre Bally Bagayoko sur le LBD est le symptôme de l'extrême droitisation du champ politique. Ce maire applique simplement des mesures considérées comme centristes il y a 10 ans, et qui sont décrites comme ultra-radicales aujourd'hui. Il y a encore 6 ans, la police municipale de Saint-Denis n'avait aucune arme. Aujourd'hui, on nous fait croire que ce serait le chaos absolu de les retirer. Cela démontre aussi qu'une fois qu'une mesure répressive est adoptée, il est très difficile de revenir dessus.

### La Police municipale, inutile et nuisible

L'existence même de la police municipale n'a jamais été une évidence non plus : ces unités sont un symbole de la fuite en avant sécuritaire depuis les années 1980. Ce sont des agents qui agissent en plus de la police nationale, mais qui sont directement sous les ordres du maire : une sorte de milice locale.

Il y avait 5000 policiers municipaux en 1984, uniquement dans les villes de droite. Il y en a presque 30.000 aujourd'hui, dans quasiment toutes les communes. Dans les années 80, aucun maire de gauche, et la plupart de ceux de droite ne trouvaient pas utile d'avoir cette force répressive en plus de la police classique, et ça n'était même pas un débat. Armer ces policiers encore moins compétents que les «vrais» policiers était impensable encore récemment. Il s'agit à la base de sous-policiers chargés de missions simples et tranquilles, consistant essentiellement à se montrer dans l'espace public et à regarder passer les voitures.

**LE VRAI SCANDALE DE TOUT CET EMBALLEMENT, CE N'EST DONC PAS UNE DÉCISION TIÈDE DE BALLY BAGAYOKO, MAIS QUE LA QUASI-TOTALITÉ DE LA GAUCHE SE SOIT ALIGNÉE SUR LES MAIRIES LES PLUS À DROITE EN QUELQUES ANNÉES.**